

# GOUV' IMPACT

*Le Mag*

OCTOBRE 2026 | N°02  
[www.gouv.ci](http://www.gouv.ci)

## PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT : LE TEMPS DE L'ACCÉLÉRATION

2021-2025 : CE QUI A CHANGÉ

2026-2030 : CE QUI VA CHANGER

**114 838,5**  
MDS FCFA  
INVESTIS SUR 2026-2030

**6**  
PILIERS  
STRATÉGIQUES

**4 500 USD**  
DE PIB/HABITANT  
EN 2030





## LE GOUVERNEMENT À VOTRE ÉCOUTE

***Par téléphone (Numéro Vert)***



***Via les réseaux sociaux***



***Via WhatsApp***



***Par mail***



**SCANNEZ POUR RESTER  
CONNECTÉS**



# SOMMAIRE

## 5 Édito

- 6 **L'essentiel** : De 2021 à 2030 : une trajectoire continue

## 7 Acte I : L'héritage

### Grand Angle :

- 8 Cinq ans de croissance soutenue  
10 L'économie réelle en mouvement  
12 Les services essentiels au rendez-vous  
16 **La CMU au quotidien** : « Je me soigne sans attendre »  
18 Une société plus juste, plus sûre, plus moderne  
19 **Data • Infographies** : Trois courbes qui résument tout

## 20 Acte II : Le Cap

- 21 **La vision** : Bâtir une Grande Nation stable, ambitieuse et solidaire  
22 **Méthode** : Un plan co-construit avec la Nation entière  
23 **Diagnostic** : Dix défis, un diagnostic lucide  
24 **Stratégie** : Six piliers pour transformer  
26 **Entretien avec le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba** : « Un contrat entre la Nation et son Parlement »  
32 **Data • Engagements** : La trajectoire de croissance

## 33 Acte III : Le Chantier

- 34 **Financement** : 114 838,5 milliards : le financement décrypté  
36 **Les conclusions du groupe consultatif pour le financement du PND 2026-2030**  
41 **Réformes** : Les réformes qui rendent le plan possible  
42 **Investissements - Transports** : Relier le pays : le chantier du siècle  
43 **Investissements - Agriculture & Énergie** : Nourrir et alimenter la croissance  
44 **Investissements - Capital Humain** : Former, soigner, loger, connecter  
45 **Grand Public** : Ce qui changera concrètement pour vous  
46 **Executive Summary** : Côte d'Ivoire 2026-2030 at a glance





## LE GOUVERNEMENT À VOTRE ÉCOUTE

- Informations
- Suggestions
- Réclamations

*Appel gratuit, tous réseaux*



[www.gouv.ci](http://www.gouv.ci)



## Des acquis à une nouvelle ambition



**Mme Awa DOSSO**

Directrice du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG)

La Côte d'Ivoire franchit une nouvelle étape de sa trajectoire de développement. Le PND 2021-2025 s'achève avec un taux d'exécution de 94,01%, soit 55 466 milliards de FCFA d'investissements réalisés sur 59 000 milliards programmés, dans un contexte international marqué par des crises successives.

Au-delà des chiffres, cette dynamique s'est traduite par des réalisations concrètes : écoles et centres de santé construits ou réhabilités, routes aménagées, capacités énergétiques renforcées, emplois créés et nouvelles opportunités économiques. Elle se reflète également dans l'évolution du PIB par habitant, passé de 1 546,9 dollars US en 2012 à 3 188,6 dollars US en 2025, soit plus du double en un peu plus d'une décennie.

C'est sur ces acquis que s'ouvre le PND 2026-2030. Avec 114 838,5 milliards de FCFA d'investissements programmés, ce nouveau cycle porte une ambition claire : accélérer la transformation économique et sociale du pays et conduire la Côte d'Ivoire vers le statut d'économie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030.

Structuré autour de six piliers stratégiques, le PND 2026-2030 traduit la vision du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, de bâtir une Grande Nation stable, ambitieuse et solidaire. Son élaboration s'est appuyée sur une démarche participative associant

les 31 régions, l'administration, les collectivités territoriales, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement.

Après la planification vient le temps de la mise en œuvre. Le Rendez-vous Côte d'Ivoire 2030, organisé les 8 et 9 juillet 2026 à Abidjan dans le cadre du Groupe Consultatif pour le financement du PND, a constitué une étape importante de mobilisation des ressources et des partenaires autour de cette ambition.

Ce numéro spécial de Gouv'Impact donne à voir ce que cette nouvelle étape représente concrètement pour les populations. Derrière les indicateurs, ce sont des réalités quotidiennes : des bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle, des localités nouvellement électrifiées, des jeunes entrepreneurs accompagnés ou encore des femmes soutenues dans leur autonomisation économique.

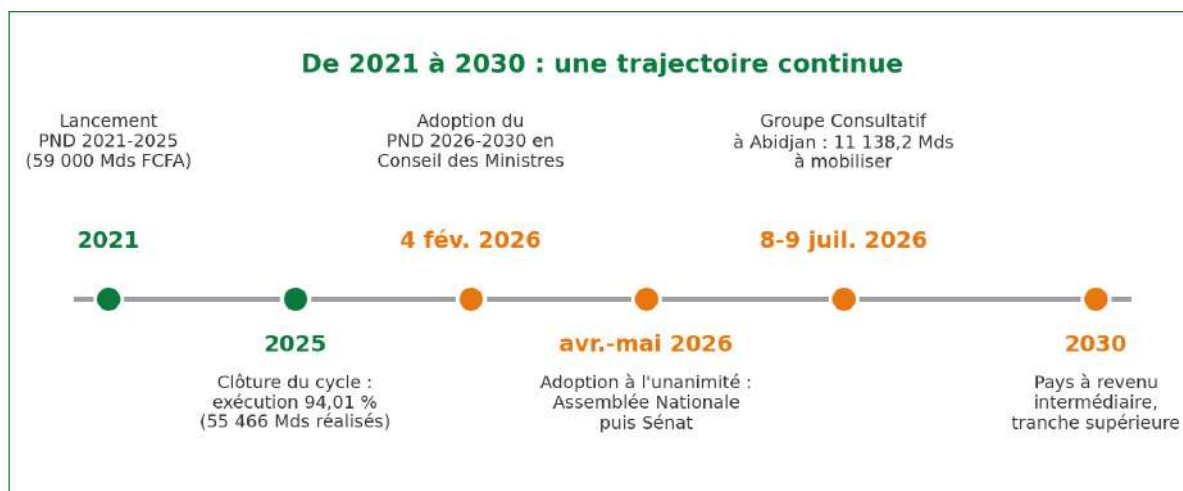
Car l'impact d'une politique publique ne se mesure pas seulement aux financements mobilisés ou aux infrastructures réalisées. Il se mesure aussi, et surtout, à ce qu'elle change durablement dans la vie des citoyens.

L'exigence demeure : transformer les investissements en réalisations concrètes et les acquis en progrès durables pour l'ensemble des Ivoiriens.

Bonne lecture, et rendez-vous en 2030.

# De 2021 à 2030 : une trajectoire continue

Deux plans, un seul mouvement. En une infographie, la charnière historique entre le cycle qui s'achève et celui qui s'ouvre.



## Le chiffre clé :

**➔ 94,01%**

C'est le taux d'exécution du PND 2021-2025 : 55 466 milliards de FCFA réalisés sur 59 000 programmés. Un niveau d'exécution qui fonde la crédibilité du nouveau cycle auprès des partenaires et des investisseurs, et qui explique la confiance placée dans l'objectif 2030.



# ACTE I **L'HÉRITAGE**

**Bilan 2021-2025 : des résultats solides,  
cinq ans de croissance soutenue**



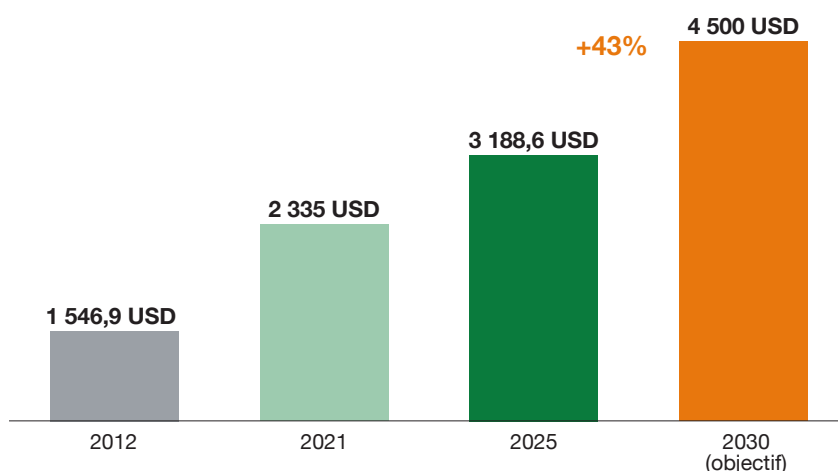
# Cinq ans de croissance soutenue

Avec une croissance moyenne de 8,1% entre 2012 et 2019, puis de 6,5% entre 2021 et 2025 après le choc de la COVID-19 — parmi les plus élevées d'Afrique subsaharienne —, la Côte d'Ivoire a consolidé des fondamentaux économiques qui servent aujourd'hui de socle au nouveau cycle de transformation.



Sous l'impulsion du Président de la République, l'économie ivoirienne a traversé la période 2021-2025 en confirmant sa place de locomotive régionale. Le produit intérieur brut par habitant, qui s'établissait à 2 335 dollars en 2021, a atteint 3 188,6 dollars en 2025. Rapportée à 2012, année où il s'établissait à 1 546,9 dollars, la progression donne la mesure de la transformation : la richesse par habitant a plus que doublé. L'inflation a été ramenée à 0,1% en 2025, contre 3,5% en 2024 et 4,4% en 2023, le budget de l'État a été multiplié par 4,7 (de 3 240 à 15 339,2 milliards de FCFA) et les recettes fiscales par 3,5 entre 2012 et 2025, tandis que les échanges commerciaux de marchandises bondissaient de 479,4%, à 27 889,5 milliards de FCFA en 2025.

## PIB par habitant : le cap des 4 500 USD en 2030



PIB par habitant, 2012-2030.

## Des finances publiques assainies

La discipline budgétaire a accompagné la croissance. Le taux de pression fiscale est passé de 8,2% du PIB en 2011 à 13,8% en 2024 et 14,7% en 2025, traduisant l'élargissement de l'assiette et la modernisation de l'administration fiscale — le nouveau cycle vise 15,4% dès 2026 et 18% en 2030. Dans le même temps, le déficit budgétaire a été ramené de 4,9% du PIB en 2021 à 3% en 2025 — après 5,2% en 2023 et 4% en 2024 —, en ligne avec la norme communautaire UEMOA, tandis que le ratio de dette s'établit à 57% du PIB en 2025, nettement sous la norme communautaire de 70%. Le taux d'investissement global, lui, est monté de 14,1% du PIB en 2011 à 20,0% en 2025, l'investissement privé passant de 10% à 12,7% : l'assainissement ne s'est pas fait au détriment de l'effort d'équipement.

## La confiance des investisseurs, juge de paix

Le signal le plus parlant vient peut-être de l'extérieur : les investissements directs étrangers ont plus que doublé en proportion du PIB, passant de 1,5% en 2021 à 3,9% en 2025. Cette confiance, conjuguée à la qualité de la gouvernance macroéconomique, constitue selon le Ministère du Plan et du Développement le principal actif du pays à l'entrée du nouveau cycle.

|                                                                        |                                                                              |                                                 |                                                             |
|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>6,5%</b><br>CROISSANCE<br>MOYENNE 2021-2025<br>(8,1% SUR 2012-2019) | <b>x2,6</b><br>IDE : DE 410,3 À<br>1 051,8 MDS FCFA<br>(1,5% -> 3,9% DU PIB) | <b>3,0%</b><br>DÉFICIT<br>BUDGÉTAIRE<br>EN 2025 | <b>57%</b><br>DETTE/PIB EN 2025,<br>SOUS LA NORME DE<br>70% |
|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|



# L'économie réelle en mouvement

Premier producteur mondial de cacao et d'anacarde, la Côte d'Ivoire a engagé sur 2021-2025 la bataille décisive : transformer sur place ce qu'elle produit.

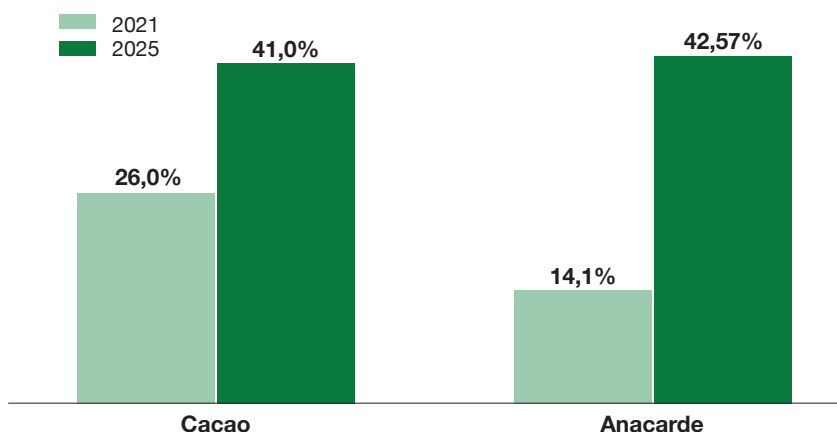
Longtemps, la richesse agricole ivoirienne s'exportait brute. La période 2021-2025 a marqué un basculement.

Le taux de transformation locale du cacao est passé de 26% en 2021 à 41% en 2025, tandis que celui de l'anacarde a progressé de 14,1% à 42,57% sur la même période. La part du secteur secondaire dans le PIB est passée de 19,3 % en 2011 à 24% en 2024, et celle du secteur manufacturier de 12,1% en 2020 à 13,3% en 2024. Quant au poids du secteur primaire, il a reculé de 20,2% à 14,9% entre 2020 et 2024.

La migration de la main-d'œuvre vers les secteurs productifs reste le défi du prochain cycle, mais la dynamique est enclenchée. Le PND 2026-2030 vise 50% de cacao et 70% d'anacarde transformés localement.



## Taux de transformation locale : le pari industriel gagné



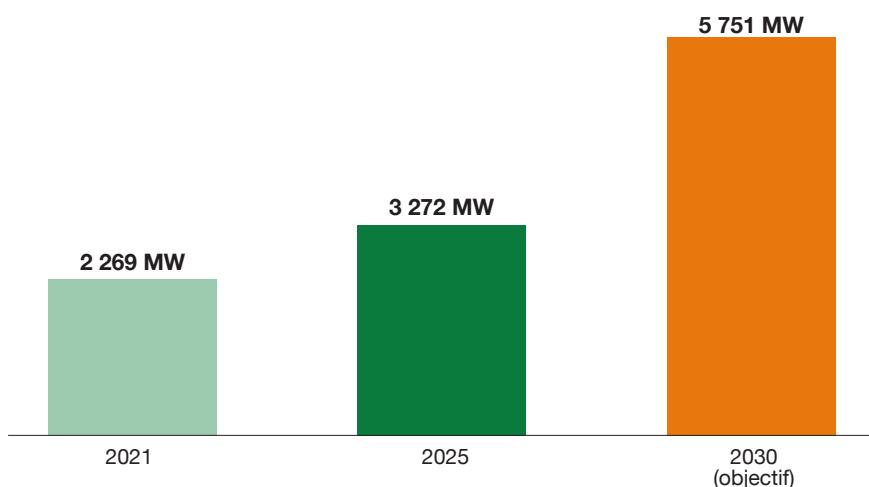
Taux de transformation locale du cacao et de l'anacarde.

## L'énergie, carburant de l'industrialisation

Aucune industrialisation n'est possible sans électricité abondante et fiable. La capacité de production installée atteint 3 272 MW en 2025, contre 1 391 MW en 2011 et 2 269 MW en 2021. Plus qu'un doublement en quatorze ans qui fait aujourd'hui de la Côte d'Ivoire un hub régional exportateur d'électricité (l'accès des ménages à l'électricité et à l'eau potable est traité page 13). Le sous-sol a réservé ses propres promesses : les découvertes de classe mondiale Baleine (2,5 milliards de barils de pétrole brut) et Calao (1,4 milliard de barils équivalent pétrole) ouvrent un nouveau chapitre énergétique, tandis que la production d'or grimpait de 41,8 tonnes en 2021 à 58,404 tonnes en 2024.



### Capacité de production électrique installée



Capacité électrique installée : l'objectif 5 751 MW en 2030 figure en projection (Acte III).

# Les services essentiels au rendez-vous

Éducation, santé, eau et électricité, protection sociale : entre 2021 et 2025, les Ivoiriens ont vu les services publics se rapprocher d'eux physiquement et financièrement.

## L'école plus proche, plus loin dans le parcours

6 777 salles de classe et 227 lycées et collèges ont été construits sur le seul quinquennat, portant à 46 347 salles et 608 établissements secondaires les réalisations depuis 2012, avec 9 universités publiques contre 3 en 2011.

Au-delà des murs, c'est la trajectoire des élèves qui s'est transformée. Le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 83,8% en 2011 à 101,9% en 2021, puis à 109,5% en 2024. Quant au taux d'achèvement du premier cycle du secondaire, il est passé de 39,9% en 2011 à 60,7% en 2021, puis à 86,52% en 2025, soit une progression de 25,82 points entre 2021 et 2025 et de 46,62 points depuis 2011.



### La santé à moins de 5 kilomètres

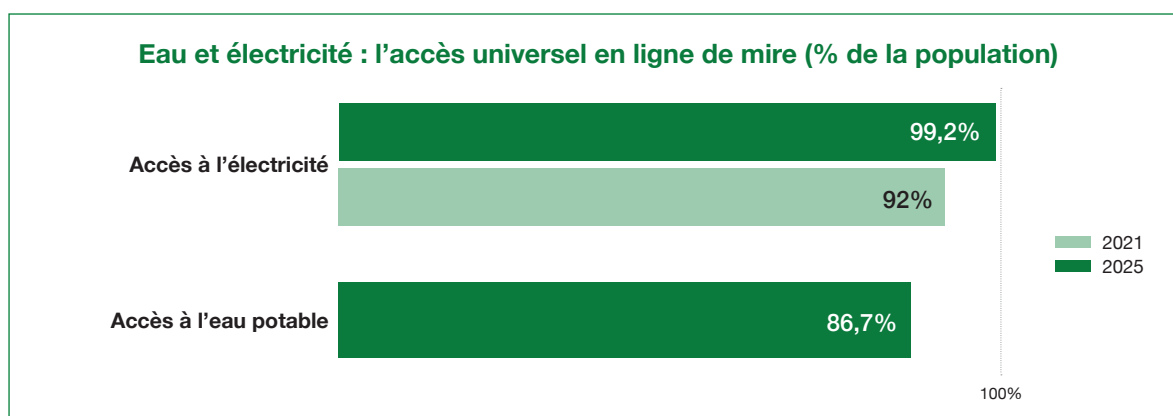
82% de la population vit désormais à moins de 5 km d'un établissement sanitaire, contre 66% en 2012 et encore 70,1% en 2020, grâce notamment à plus de 1 051 Établissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC) construits ou réhabilités sur la période 2021-2025. La densité médicale progresse (1,9 médecin pour 10 000 habitants en 2024, contre 1,65 en 2021), la mortalité maternelle a reculé de 614 à 385 décès pour 100 000 naissances et celle des moins de 5 ans de 108‰ à 74‰. Et, surtout, la Couverture Maladie Universelle change d'échelle : plus de 25 millions de personnes enrôlées à fin juin 2026, contre 3,7 millions en 2022.



### Eau et électricité : les deux réseaux du quotidien

Réunies dans une même bataille — celle de l'accès universel aux réseaux de base —, l'eau et l'électricité affichent les progrès les plus spectaculaires de la période. L'accès à l'électricité est passé de 74% de la population en 2011 et 92% en 2021 à 99,2% en 2025, la couverture nationale du territoire passant de 33% à 97,6% : la Côte d'Ivoire touche à l'électrification quasi universelle. L'accès à l'eau potable atteint, pour sa part, 86,7% de la population, porté notamment par la montée en puissance de la production d'eau d'Abidjan, qui culmine à 1 004 944 m<sup>3</sup> par jour.

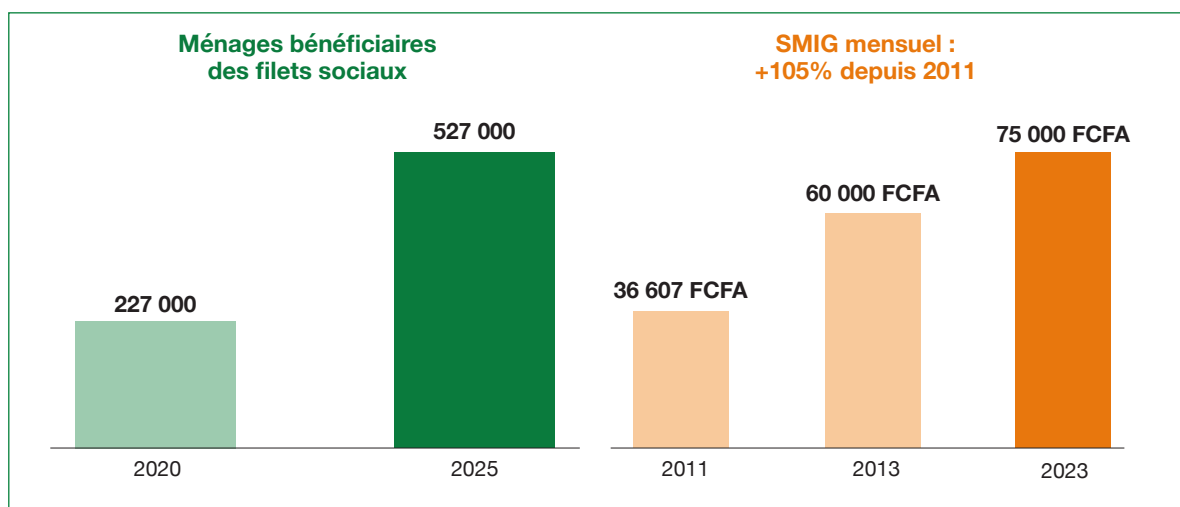
Deux réseaux, une même ambition : permettre à chaque foyer d'accéder aux services essentiels pour se soigner, étudier, conserver les aliments et développer des activités économiques.



Accès à l'eau potable et à l'électricité : les deux réseaux du quotidien.

## Le filet social s'élargit

Le SMIG a plus que doublé (+105 %) : de 36 607 FCFA — en vigueur jusqu'en 2013 — il a été porté à 60 000, puis à 75 000 FCFA en 2023. Le nombre de ménages bénéficiaires des Filets sociaux productifs est passé de 227 000 en 2020 à 527 000 en 2025, pour plus de 156 milliards de FCFA mobilisés depuis 2017, et les dépenses pro-pauvres ont progressé de 3 066 à 3 845 milliards de FCFA entre 2021 et 2025. Le pouvoir d'achat a aussi été soutenu par le déblocage des salaires des fonctionnaires gelés depuis 1989, effectif depuis 2014, et par la garantie de 60% du prix CAF aux producteurs de café et de cacao.



Filets sociaux et SMIG : l'inclusion en deux graphiques.

**99,2 %**  
D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ  
EN 2025 (92 % EN 2021)

**86,7 %**  
D'ACCÈS  
À L'EAU POTABLE

**1 004 944**  
M<sup>3</sup>/JOUR D'EAU  
PRODUITS À ABIDJAN




**BILAN PSGOUV2**

## AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

**Routes reprofilées**  
**14 609,34**  
kilomètres



**Localités  
électrifiées**  
**1 836**

**Ouvrages hydrauliques  
réalisés**  
**11 592**



**Ménages bénéficiaires  
de Tarif Social**  
**2 049 202**

 [www.psgouv.ci](http://www.psgouv.ci)

[www.gouv.ci](http://www.gouv.ci)  **101**

 **1385**  
**APPEL GRATUIT**



## La CMU au quotidien :

### « Je me soigne sans attendre »

Consultations, examens, médicaments : derrière la progression de l'enrôlement à la Couverture Maladie Universelle, des bénéficiaires racontent ce que la CMU change concrètement dans leur accès aux soins.



Une consultation pour un enfant malade, un examen de laboratoire ou encore un audiogramme : pour de nombreux assurés, le premier effet concret de la CMU se mesure au moment de régler la facture.

Pour les prestations couvertes, l'assuré ne supporte qu'une partie du coût des soins. Consultations, examens, hospitalisation, imagerie médicale, soins bucco-dentaires ou médicaments : la couverture permet ainsi de réduire les dépenses directement supportées par les ménages.

#### Se soigner à moindre coût

À Yopougon, Mariam Diaby en a fait l'expérience lorsque sa fille est tombée malade. À jour de ses cotisations, elle a pu faire bénéficier sa fille de la CMU pour sa consultation et ses examens.

La consultation, facturée normalement 750 FCFA, lui est revenue à environ 250 FCFA. Pour un examen de sang de 6 000 FCFA, elle n'a déboursé que 1 800 FCFA.

**« Je confirme que la CMU marche réellement. » (Mariam Diaby, commerçante à Yopougon)**

Même constat pour Afsa Bamba, venue faire soigner son fils. La consultation médicale ne lui a coûté que 600 FCFA. Elle a également bénéficié d'une réduction pour l'achat des médicaments.

**« J'en suis soulagée. Et je bénéficie encore d'une réduction pour l'achat des médicaments. » (Afsa Bamba)**

#### De la consultation aux examens spécialisés

La prise en charge ne s'arrête pas aux soins courants. À l'Hôpital général d'Adjamé, Séverin Armand Kouassi a utilisé sa carte CMU à l'occasion d'une consultation en oto-rhino-laryngologie.

**« J'ai été surpris du faible coût des prestations qui sont pourtant de qualité. » (Séverin Armand Kouassi)**

Il indique avoir payé environ 1 500 FCFA pour un audiogramme et se dit satisfait de sa prise en charge.

À Bouaké, Marius Kouadio a lui aussi eu recours à la CMU pour réaliser des examens médicaux au CHR. Là où les prestations auraient dû lui coûter 6 600 FCFA, il n'a payé que 2 000 FCFA.

« Je n'y croyais pas auparavant, mais la CMU est une réalité. J'ai dépensé 2 000 FCFA au lieu de 6 600 FCFA. C'est un grand soulagement. » (Marius Kouadio)

### Quand la protection sociale devient concrète

Ces parcours donnent une traduction très concrète à la Couverture Maladie Universelle : faciliter l'accès aux soins tout en réduisant la dépense directement supportée par les ménages.



De Yopougon à Adjamé, de Bouaké à d'autres localités du pays, les expériences des bénéficiaires racontent une même évolution : pour ceux qui l'utilisent, la carte CMU permet d'accéder plus facilement à une consultation, à des examens ou à des médicaments.

Car au-delà des chiffres d' enrôlement, c'est au moment de se soigner que la protection sociale prend tout son sens.

## COMMENT S'ENRÔLER À LA CMU ?



### 1 RENDEZ-VOUS DANS UN SITE D'ENRÔLEMENT

Hôpitaux, centres de santé, mairies, sous-préfectures et autres sites agréés partout en Côte d'Ivoire.



### 2 PRÉSENTEZ UNE PIÈCE D'IDENTITÉ

- CNI, passeport, attestation d'identité ou permis de conduire (nationaux) ;
- Carte consulaire ou titre de séjour (non-nationaux) ;
- Extrait de naissance ou carte scolaire/étudiant (moins de 18 ans).



### 3 FAITES-VOUS ENRÔLER GRATUITEMENT

Vos informations et vos données biométriques sont enregistrées afin de vous attribuer un numéro de sécurité sociale et une carte CMU.



### 4 RETIREZ VOTRE CARTE CMU

Vérifiez sa disponibilité, puis retirez-la gratuitement.



### 5 ACTIVEZ VOS DROITS

Régalez votre cotisation (1 000 FCFA par personne et par mois, selon votre régime). Après un mois de cotisation, vous bénéficiez de la prise en charge de vos soins dans les établissements conventionnés.

ASSISTANCE : 101 / 800 00 900

**GRÂCE À LA CMU, BÉNÉFICIEZ DE 70 % DE PRISE EN CHARGE DANS LES CENTRES DE SANTÉ ET LES PHARMACIES AGRÉÉS.**

PAYEZ RÉGULIÈREMENT VOS COTISATIONS VIA :  
MTN MOMO & ORANGE MONEY (#9160#) -  
MOOV MONEY (\*155\*3\*8\*2#) - LA POSTE - WAVE



#9160#

\*155\*3\*8\*2#



### BESOIN D'UN POINT D'ENRÔLEMENT ?

Consultez la liste officielle des sites d'enrôlement sur le portail de la CNAM : [www.ipscnam.ci](http://www.ipscnam.ci)

# Une société plus juste, plus sûre, plus moderne

Paix consolidée, jeunesse accompagnée, femmes financées, numérique généralisé : la cohésion nationale s'est renforcée sur tous les fronts entre 2021 et 2025.



## La stabilité, socle de tout

L'indice de sécurité nationale s'est amélioré de 1,39 en 2022 à 1,2 en 2025, tandis que le ratio policier/population urbaine passait de 1 pour 639 à 1 pour 509 habitants. Le triptyque Paix-Sécurité-Justice fait aujourd'hui de la Côte d'Ivoire un havre de paix et de stabilité, un pôle de confiance et un modèle de développement dans la sous-région.

## Jeunes et femmes au cœur de l'action

Dans un pays où 60% de la population a moins de 25 ans, le Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGouv) a impacté 3,2 millions de jeunes sur 2023-2025, pendant que l'économie créait 626 886 emplois formels sur le quinquennat. Côté autonomisation des femmes, le FAFCI

a accordé 80 milliards de FCFA de prêts à plus de 420 000 bénéficiaires, complétés par 5 milliards dédiés à la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

## La révolution numérique est en marche

L'Indice de Développement des TIC est passé de 59% en 2023 à 70% en 2025, la pénétration internet de 30% (2021) à 50% (2023), le taux de pénétration de la téléphonie mobile de 76,75% en 2011 à 172% en 2023, et l'usage du mobile money touche désormais 82,7% de la population adulte. La Côte d'Ivoire pilote sa propre transformation digitale — 5 207 km de fibre optique sont déjà posés — et le PND 2026-2030 l'amplifie avec le backbone national, trois data centers nationaux et deux satellites LEO.

**3,2 M**

DE JEUNES IMPACTÉS PAR LE  
PJGOUV (2023-2025)

**626 886**

EMPLOIS FORMELS CRÉÉS  
2021-2025

**PLUS DE 420 000**

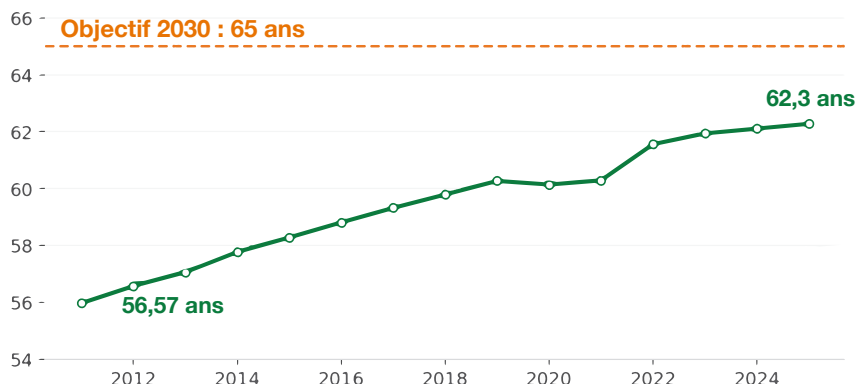
FEMMES FINANCÉES PAR LE  
FAFCI (80 MDS FCFA)

## Trois courbes qui résument tout

Espérance de vie, pauvreté, développement humain : trois indicateurs de long terme, trois courbes qui disent l'essentiel du chemin parcouru et de celui qui reste.

1

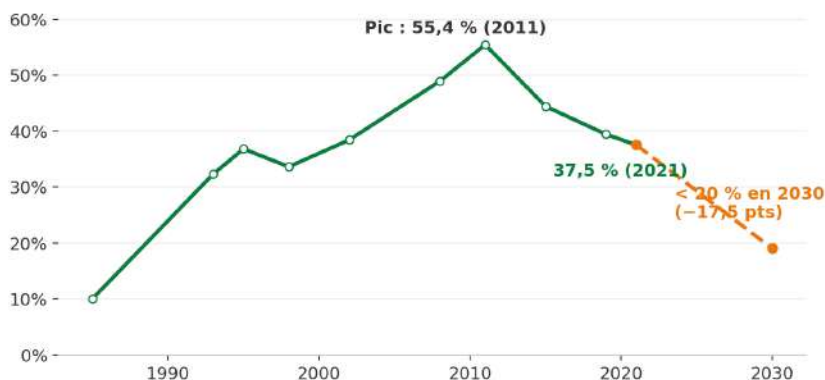
### Espérance de vie à la naissance : +6,3 ans en quatorze ans



Espérance de vie à la naissance : de 56,57 ans (2012) à 62,3 ans (2025) ; objectif 2030 : 65 ans.

2

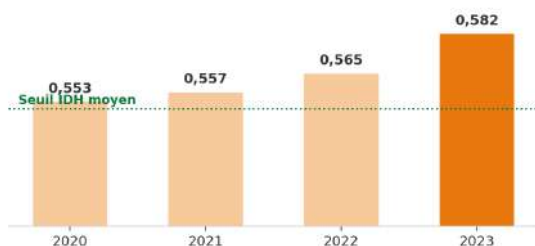
### Taux de pauvreté : inverser durablement la courbe



Taux de pauvreté de 55,4 % (2011) à 37,5 % (2021), soit -17,9 points ; cible < 20 % en 2030.

3

### Indice de Développement Humain : pays à IDH moyen depuis 2020



Indice de Développement Humain à 0,582 en 2023, contre 0,468 en 2011 ; pays à développement humain moyen depuis 2020.

## ➔ À retenir

Un bilan satisfaisant grâce à la qualité de la gouvernance macroéconomique et à la confiance des investisseurs et des partenaires au développement. C'est sur ce socle — croissance, stabilité, crédibilité — que le PND 2026-2030 bâtit son ambition.

# ACTE II **LE CAP**

**L'ambition 2026-2030 : hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure**



## La vision

« Bâtir **une Grande Nation** stable, ambitieuse et solidaire »

Le PND 2026-2030 est la traduction opérationnelle de la vision du Président de la République. Une ambition en trois mots — et un objectif mesurable.

**Stable** : parce que la paix, la sécurité et la cohésion nationale sont le socle de toute transformation. **Ambitieuse** : parce que le pays vise, à l'horizon 2030, le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, avec un PIB par habitant porté de 3 148,2 à 4 500 dollars. **Solidaire** : parce que la croissance n'a de sens que partagée, avec un taux de pauvreté ramené sous les 20% et un objectif de plus de 3 millions d'emplois formels à l'horizon 2030.



## MÉTHODE

# Un plan co-construit avec la Nation entière

Élaboré de janvier à octobre 2025, puis adopté le 4 février 2026, selon une approche concertée impliquant tous les acteurs de la Nation : 31 régions, 6 étapes, une adoption au sommet de l'État.



- ➔ **Étape 1 :** Revue du PND 2021-2025 : rapports sectoriels, sessions ministérielles, évaluation du portefeuille de projets.
- ➔ **Étape 2 :** Consultations régionales : les 31 régions, avec l'ensemble des acteurs locaux — administration, collectivités décentralisées, chefferies, jeunesse, femmes, opérateurs économiques.
- ➔ **Étape 3 :** Concertation avec les partenaires techniques et financiers (PTF), notamment les institutions de coopération et les représentations diplomatiques.
- ➔ **Étape 4 :** Conseils Présidentiels : orientation stratégique et comité de pilotage.
- ➔ **Étape 5 :** Séminaire gouvernemental : ateliers thématiques de haut niveau.
- ➔ **Étape 6 :** Adoption en Conseil des Ministres, le 4 février 2026.

Administration publique, collectivités décentralisées, secteur privé, société civile, partenaires techniques et financiers : cinq familles d'acteurs, réunies autour d'une même table dans chacune des 31 régions.

## ➔ Pourquoi ça compte ?

Un plan élaboré dans la concertation favorise son appropriation. La co-construction n'est pas un supplément d'âme : elle conditionne l'exécution, chaque région se reconnaissant dans les priorités qu'elle a contribué à définir — et le Parlement exerçant pleinement son rôle : voter, autoriser, contrôler et évaluer.

# Dix défis, un diagnostic lucide

La revue diagnostique consultative a identifié dix enjeux. Ils structurent directement les six piliers du PND : chaque pilier répond à un ou plusieurs défis identifiés lors de la consultation nationale.

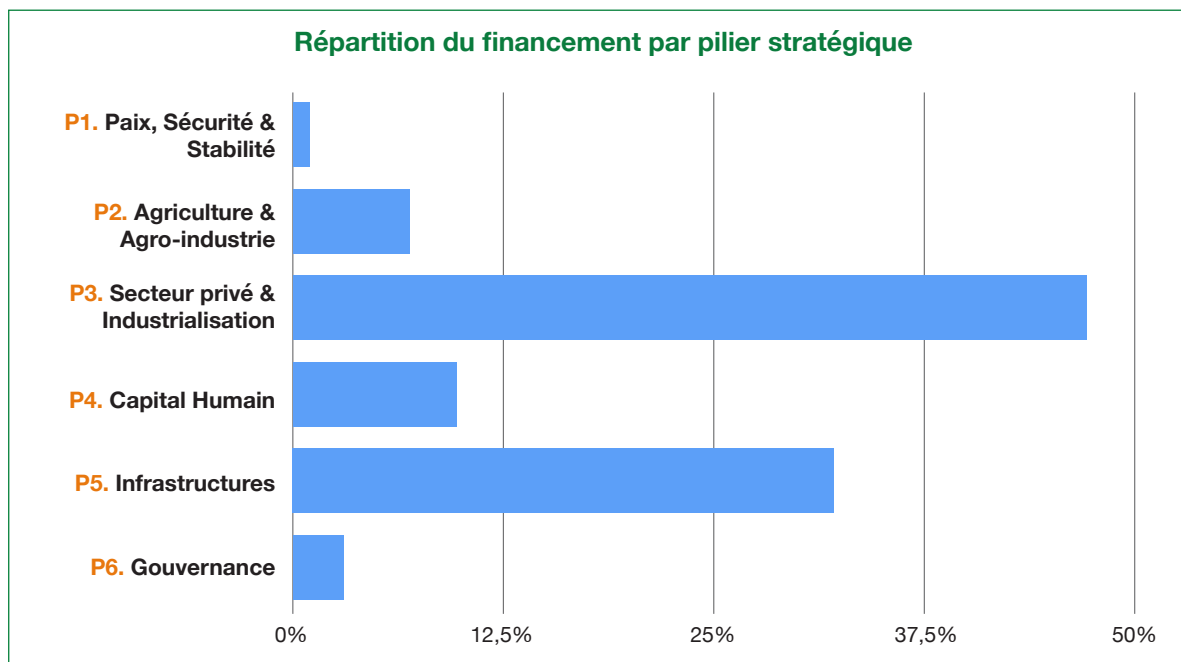
- 1 Accélérer la transformation structurelle de l'économie.
- 2 Réduire le poids du secteur informel (plus de 80% de l'activité).
- 3 Développer les infrastructures stratégiques, numériques, industrielles et énergétiques.
- 4 Intensifier les investissements dans le capital humain et l'innovation.
- 5 Favoriser le développement urbain et l'accès au logement décent.
- 6 Promouvoir l'emploi et l'autonomisation des jeunes et des femmes.
- 7 Approfondir le marché financier et l'inclusion financière.
- 8 Renforcer la résilience climatique et l'économie circulaire.
- 9 Renforcer la gouvernance et moderniser l'État.
- 10 Améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers.

Ces défis structurent directement le PND 2026-2030 : ils ne peuvent être relevés que dans un environnement de paix, de sécurité et de cohésion sociale.

# Six piliers pour transformer

Les fondements de la transformation économique et sociale : six piliers stratégiques, chacun doté d'une ambition claire et d'une part du financement.

- 1 Paix, Sécurité & Stabilité** : consolidation des acquis en matière de paix, de sécurité et de stabilité.
- 2 Agriculture & Agro-industrie** : modernisation de l'agriculture, sécurisation foncière rurale, accroissement de la productivité et renforcement des chaînes de valeur agricoles.
- 3 Secteur privé & Industrialisation** : promotion de l'investissement privé, émergence de champions nationaux et réduction de l'informalité. Le pilier le plus doté, avec près de la moitié du financement.
- 4 Capital humain** : développement des compétences et création d'emplois décents.
- 5 Infrastructures** : développement des infrastructures stratégiques et des pôles économiques régionaux, transition écologique, résilience climatique et économie circulaire.
- 6 Gouvernance** : promotion de la bonne gouvernance et modernisation de l'État.



Répartition du financement par pilier

## → La lecture du chiffre

Près de 8 francs sur 10 iront au binôme secteur privé-industrialisation/infrastructures. Ce n'est pas un déséquilibre : c'est la logique même du plan. Les piliers sociaux (capital humain) et régaliens (paix, gouvernance) s'appuient sur des réformes plus que sur de la dépense, tandis que la transformation structurelle exige de l'investissement massif.

## → Une stratégie industrielle réorientée

Au cœur du pilier P3, quatre inflexions industrielles : l'accélération de la mise en œuvre des sept pôles industriels prioritaires ; le renforcement de la productivité industrielle ; la mise en place de zones industrielles dans l'ensemble des régions à travers le recours au Partenariat Public-Privé ; et l'automatisation intelligente des processus industriels.



# « Un contrat entre la Nation et son Parlement »

**Entretien avec le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba, qui a présenté le PND 2026-2030 à l'Assemblée Nationale le 7 avril 2026.**



**Quels sont les principaux objectifs chiffrés du PND 2026-2030 en matière de croissance économique, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté, et quels mécanismes permettront d'en mesurer concrètement les résultats ?**

Le PND 2026-2030 fixe un cap précis : hisser la Côte d'Ivoire dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche

supérieure, avec un revenu par habitant de 4 500 dollars US à l'horizon 2030. Cette ambition s'inscrit dans la Vision de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République : « Bâtir une Grande Nation stable, ambitieuse et solidaire ».

Nous visons une croissance moyenne de 7,2% sur la période 2026-2030. Les fruits

de cette croissance doivent bénéficier pleinement aux populations. Le taux de pauvreté, qui s'établissait à 37,5% en 2021, doit passer sous la barre des 20% à l'horizon 2030. Le nombre de personnes en emploi doit progresser de 11,5 millions à 14 millions. L'Indice de capital humain doit passer de 0,38 à 0,70.

Le suivi du PND s'organise à trois niveaux : un Comité d'orientation et de suivi présidé par le Vice-Président de la République, un comité de pilotage dirigé par le Premier Ministre et un comité technique supervisé par le ministre du Plan et du Développement.

Des outils numériques permettront de suivre régulièrement sa mise en œuvre et l'atteinte des objectifs fixés.

**Quel est le coût global du PND 2026-2030 et quelle part de son financement proviendra des ressources propres de l'État, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers ?**

Le coût global du PND 2026-2030 est estimé à 114 838,5 milliards de francs CFA, soit environ 192 milliards de dollars US. Le secteur privé est appelé à financer 70,2% des investissements, soit 80 614,7 milliards de francs CFA ; le secteur public en porte 29,8%, soit 34 223,9 milliards de francs CFA. Cette structure traduit la place prépondérante accordée au secteur privé dans la création de richesse, l'investissement et l'emploi.

Le besoin de financement public s'établit à 37 933,1 milliards de francs CFA. Il est couvert notamment par le recours au marché financier, à hauteur de 26 794,8 milliards de francs CFA, et par les financements extérieurs notamment via le Groupe consultatif.

Le Groupe consultatif réuni à Abidjan les 8 et 9 juillet 2026, sous la Haute Présidence de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République, avait fixé un objectif de mobilisation de 20,3 milliards de dollars US. Les partenaires au développement ont annoncé 80 milliards de dollars US d'engagements, soit 47 820 milliards de francs CFA, près de quatre fois l'objectif.

Notre responsabilité porte désormais sur la concrétisation de ces engagements, afin que les projets soient mis en œuvre dans les meilleurs délais et améliorent durablement les conditions de vie des populations.



**Comment le Gouvernement compte-t-il garantir la mobilisation effective des financements nécessaires au PND, dans un contexte marqué par les contraintes budgétaires et l'évolution de l'endettement public ?**

Notre stratégie repose sur la diversification des sources de financement, une mobilisation accrue des ressources nationales et le développement de l'investissement privé.

La mobilisation des ressources nationales doit progresser : le taux de pression fiscale est appelé à passer de 15,4% à 18% du PIB entre 2026 et 2030, principalement par l'élargissement de l'assiette. Dans le même temps, l'investissement privé poursuit sa progression et les investissements directs étrangers ont été multipliés par 2,6 entre 2021 et 2025.

La dette publique est gérée avec prudence. Son taux est passé de 59,5% du PIB en 2024 à 57% en 2025, en deçà du seuil communautaire de 70% fixé par l'UEMOA. La Côte d'Ivoire est par ailleurs classée en risque faible de surendettement.

L'exigence à présent est de transformer les annonces en conventions, les conventions en décaissements et les décaissements en réalisations. Nous devons pour cela mieux préparer les projets, traiter en amont les conditions requises pour leur financement et conduire des revues régulières avec nos partenaires.

Les premiers accords de financements ont déjà été concrétisés. En marge du Groupe consultatif, cinq conventions ont été signées avec la Banque mondiale pour près de 875 millions de dollars US. D'autres accords suivront à mesure que les diligences techniques seront accomplies.

Parallèlement, nous poursuivons les réformes destinées à améliorer

l'environnement de l'investissement, à faciliter l'accès des entreprises au financement et à renforcer la capacité de l'économie ivoirienne à mobiliser des capitaux privés.

**Quelles dispositions spécifiques le PND 2026-2030 prévoit-il pour réduire les disparités de développement entre Abidjan, les grandes villes et les régions de l'intérieur du pays ?**

Nous voulons réduire progressivement les écarts entre Abidjan, les grandes villes et les régions de l'intérieur, en donnant à chaque territoire les moyens de valoriser ses atouts.

Le premier levier est économique. Neuf pôles agro-industriels régionaux seront progressivement mis en place et seize filières prioritaires accompagnées. La transformation doit ainsi se rapprocher des bassins de production, créer davantage de valeur localement et améliorer les revenus des producteurs.

Le deuxième levier est le désenclavement et la connectivité des territoires. Plus de 1 000 kilomètres d'autoroutes et près de 6 800 kilomètres de routes interurbaines bitumées sont programmés, auxquels s'ajoutent les infrastructures ferroviaires, énergétiques et numériques, ainsi que les équipements sociaux.

Le troisième levier concerne l'action des collectivités territoriales. Le Gouvernement entend poursuivre le transfert de compétences et de ressources afin de rapprocher davantage la décision publique des réalités locales.

Dans les territoires où la pauvreté demeure plus élevée, ces investissements doivent créer de nouvelles activités, accroître les revenus et offrir davantage de perspectives aux populations.



**Quelle place est accordée à l'emploi des jeunes dans le nouveau PND, notamment pour les diplômés, les jeunes sans qualification et ceux évoluant dans le secteur informel ?**

L'emploi des jeunes est l'une des priorités du PND 2026-2030. Plus de 3 millions d'emplois doivent être créés à l'horizon du Plan, principalement grâce à la transformation de notre économie et au développement du secteur privé.

Pour les diplômés, nous devons mieux adapter les formations aux besoins de l'économie. Les entreprises seront davantage associées à la définition des cursus et 50 000 ingénieurs, techniciens et profils spécialisés doivent être formés en cinq ans. Dans l'enseignement technique et professionnel, notre objectif est d'atteindre un taux d'insertion de 70%, neuf mois après la sortie.

Pour les jeunes sans qualification, l'École de la deuxième chance doit former 237 000 bénéficiaires d'ici à 2030. Le Programme de développement des compétences associera formation, apprentissage, chantiers-écoles et stages au bénéfice de plus de 635 000 jeunes.

Pour ceux qui exercent dans le secteur informel, nous voulons soutenir et encourager leur formalisation progressive

en améliorant l'accès au financement et aux marchés. Cet effort s'inscrit dans le Programme Jeunesse du Gouvernement 2026-2030, qui ambitionne d'accompagner 5,3 millions de jeunes.

**Comment le PND 2026-2030 entend-il renforcer la transformation locale des matières premières ivoiriennes afin d'accroître la valeur ajoutée créée en Côte d'Ivoire ?**

Nous voulons que la Côte d'Ivoire transforme davantage ses matières premières et crée plus de valeur sur son territoire.

La dynamique est engagée. Entre 2021 et 2025, le taux de transformation du cacao est passé de 26% à 41%, celui de l'anacarde de 14,1% à 42,57%, et la part du secteur secondaire dans le PIB de 22,1% à 24%.

À l'horizon 2030, le taux de transformation doit atteindre 50% pour le cacao et 70% pour l'anacarde. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB doit également passer de 13,3% en 2024 à 20%.

Cette ambition s'appuie notamment sur sept pôles industriels prioritaires, neuf pôles agro-industriels régionaux et le développement des principales chaînes de valeur agricoles.

Le rôle de l'État est de créer les conditions de cette transformation : infrastructures industrielles ; appui aux PME nationales et accès au financement comme aux marchés ; émergence de champions nationaux ; attraction d'investissements directs étrangers hors secteur extractif porteurs d'un transfert progressif de technologie ; politique de contenu local.

Le but est d'accroître les revenus des producteurs, de développer l'emploi industriel et de renforcer la compétitivité des entreprises ivoiriennes.

**Quelles garanties sont prévues pour que les investissements inscrits au PND produisent des impacts mesurables sur le quotidien des populations, notamment en matière d'accès à l'eau, à l'électricité, aux soins de santé, à l'éducation et aux infrastructures ?**

Nous avons renforcé le suivi de la performance pour mesurer ce que produisent concrètement les investissements, au-delà de l'exécution financière.

Une plateforme numérique permettra de suivre régulièrement l'avancement des projets et des réformes, complétée par des rapports trimestriels de mise en œuvre. Nous suivrons l'ensemble de la chaîne de résultats : les ressources mobilisées, l'exécution physique et financière, les réalisations et les résultats obtenus. En cas d'écart entre les objectifs et les réalisations, les blocages pourront être identifiés et les mesures correctives engagées.

Les objectifs sont précis. La capacité de production électrique doit passer de 3 272 MW à 5 751 MW à l'horizon 2030. Dans l'éducation, 9 485 salles de classe et 294 lycées et collèges sont programmés. Dans la santé, cinq nouveaux CHU et 21 hôpitaux généraux sont prévus. Pour l'eau potable, le volume d'eau mobilisée devrait augmenter de 378 484 000 m<sup>3</sup> en 2024 à 534 484 000 m<sup>3</sup> en 2030 ; le nombre de pompes fonctionnant à partir de l'énergie solaire pour l'alimentation en eau potable (AEP) en milieu rural passerait de 626 en 2024 à 1 000 en 2030 et le nombre de ménages disposant d'un compteur d'eau potable en milieu urbain devrait passer de 2 046 040 en 2023 à 2 546 040 en 2030. Nous rendrons compte des réalisations,

et surtout de ce qu'elles changent dans le quotidien des Ivoiriens.

**Quel rôle le Gouvernement entend-il donner aux collectivités territoriales dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets du PND 2026-2030 ?**

Les collectivités territoriales interviennent à chaque étape du PND 2026-2030. Leur proximité avec les populations et leur connaissance des réalités locales sont essentielles pour identifier les besoins, hiérarchiser les priorités et apprécier les impacts des projets.

Dès l'élaboration du Plan, nous avons associé, lors des consultations régionales conduites sur l'ensemble du territoire, les collectivités et les populations. Les besoins, les préoccupations et les attentes exprimés localement ont orienté les choix retenus.

Dans la mise en œuvre, des comités locaux de suivi du PND se réuniront chaque trimestre sous la présidence des préfets de région. Un catalogue des réalisations prévues dans chaque région sera établi chaque année avec les acteurs concernés.

Les capacités des collectivités seront renforcées, notamment à travers la création d'un Institut national de renforcement des capacités des collectivités territoriales et d'un Comité national des finances locales.

Nous voulons ainsi mieux articuler les priorités nationales avec les réalités et les potentialités de chaque territoire.

**Quels mécanismes de transparence et de contrôle seront mis en place pour permettre au Parlement et aux citoyens de suivre l'exécution physique et financière des projets inscrits dans le PND ?**

Nous rendrons compte régulièrement de

l'exécution du PND.

Chaque trimestre, des rapports présenteront l'avancement physique et financier des projets et les résultats obtenus. Une plateforme numérique regroupera les données correspondant à 35 indicateurs stratégiques, avec pour chacun une valeur de référence et des cibles annuelles jusqu'en 2030.

Ce suivi portera également sur la cohérence entre les programmes d'investissement, le budget de l'État et les Plans d'actions prioritaires du PND.

Il s'inscrit dans le cadre fixé par la loi relative à l'évaluation des politiques publiques, qui organise l'évaluation de l'action publique, la reddition des comptes et le contrôle citoyen.

Le PND 2026-2030 a par ailleurs force de loi. La loi n° 2026-280 du 7 mai 2026 en fait le cadre de référence de l'action publique en matière de développement.

**Quels indicateurs permettront de déterminer si les engagements pris ont réellement amélioré les conditions de vie des Ivoiriens, et quelles mesures correctives seront prévues en cas de retard ou de contre-performance ?**

Nous évaluerons la mise en œuvre du PND, à travers les résultats obtenus pour les populations, au-delà des montants engagés et du nombre de projets réalisés.

Les 35 indicateurs du tableau de bord national permettront d'apprécier les progrès économiques et sociaux, ainsi que l'exécution financière et physique du Plan.

En 2030, nous visons un PIB par habitant de 4 500 dollars US, une transformation industrielle accélérée et plus de 3 millions d'emplois formels.



Pour l'amélioration des conditions de vie, les cibles sont tout aussi précises : un taux de pauvreté en dessous de 20%, un Indice de capital humain porté à 0,70, une espérance de vie supérieure à 65 ans et une mortalité infantile inférieure à 35 pour mille.

Nous suivrons enfin l'accès aux services essentiels : l'eau, l'électricité, les soins, l'éducation, les transports et le numérique.

En cas de retard, les revues régulières permettront d'en déterminer les causes et de prendre rapidement les mesures correctives : lever les blocages, réorienter les ressources ou adapter les modalités d'exécution.

En somme, nous serons jugés sur les résultats obtenus : davantage d'emplois et de revenus, et un meilleur accès aux services essentiels pour les populations. Je reste convaincu que, grâce au leadership et aux très hautes orientations de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République, nous parviendrons aux résultats projetés et contribuerons à améliorer le bien-être des populations et renforcer l'attractivité de la Côte d'Ivoire.

## La trajectoire de croissance

Le Plan national de développement (PND) 2026-2030 prévoit une croissance économique annuelle moyenne de 7,2% sur la période, avec une progression de 6,7% en 2026 à 7,6% en 2030. Cette dynamique doit soutenir la transformation de l'économie ivoirienne, favoriser la création d'emplois décents et améliorer durablement les conditions de vie des populations.

### Les engagements chiffrés du PND 2026-2030 envers les Ivoiriens

| INDICATEURS               | SITUATION DE RÉFÉRENCE                  | OBJECTIF 2030              |
|---------------------------|-----------------------------------------|----------------------------|
| PIB par habitant          | 3 188,6 USD (2025)                      | 4 500 USD                  |
| Taux de croissance annuel | 6,5% (2021-2025)                        | 7,6%                       |
| Taux de pauvreté          | 37,5% (2021)                            | Moins de 20%               |
| Emplois formels créés     | Plus de 1,5 million cumulés depuis 2011 | Plus de 3 millions cumulés |
| Indice de capital humain  | 0,38 (2019)                             | 0,70                       |
| Espérance de vie          | 62,3 ans (2025)                         | Plus de 65 ans             |

Tableau de bord « Aujourd'hui » 2030 ».

### Emplois formels : un objectif de doublement à l'horizon 2030

**SITUATION DE RÉFÉRENCE** : plus de 1,5 million d'emplois formels créés depuis 2011.

**OBJECTIF 2030** : plus de 3 millions d'emplois formels créés en cumul.

Le PND 2026-2030 ambitionne de porter à plus de 3 millions le nombre cumulé d'emplois formels créés depuis 2011, soit un doublement par rapport à la situation de référence. Cet indicateur ne correspond pas à 3 millions d'emplois supplémentaires sur la seule période 2026-2030.



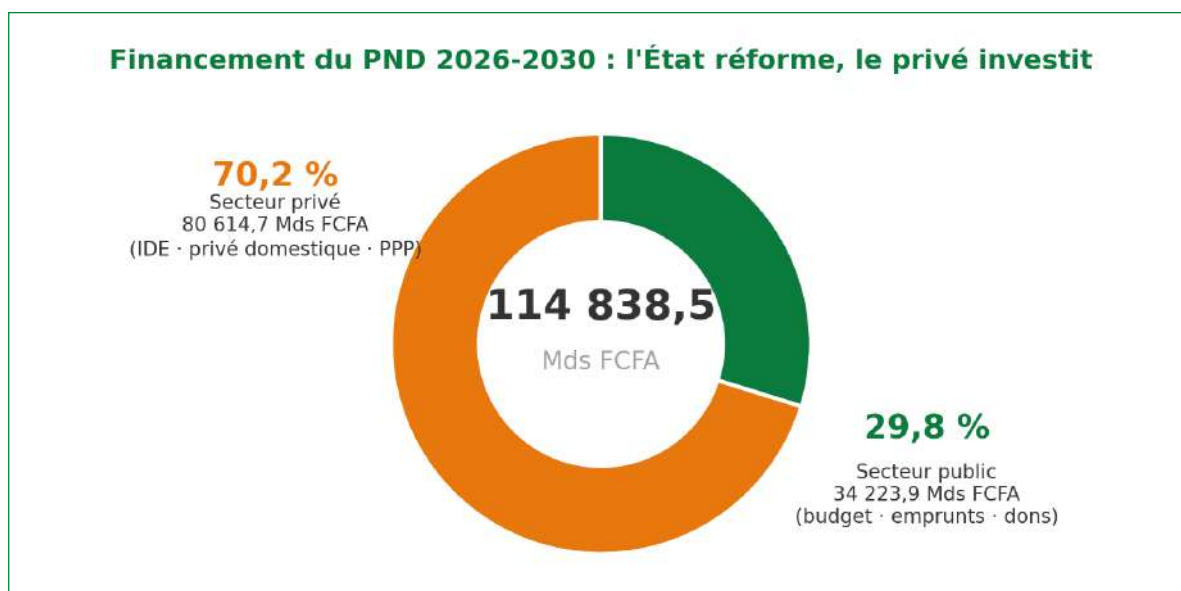
# ACTE III **LE CHANTIER**

**Financement, réformes et  
investissements structurants :  
la mise en œuvre 2026-2030**



# 114 838,5 milliards : le financement décrypté

Près de deux fois le volume du cycle précédent, soit environ 192 milliards de dollars ou 175 milliards d'euros, et une architecture qui place le secteur privé en première ligne : il portera 70,2 % de l'effort. Décryptage d'un partenariat État-secteur privé renforcé, inscrit dans la trajectoire de convergence de l'UEMOA.



Structure du financement du PND 2026-2030 (en milliards de FCFA)

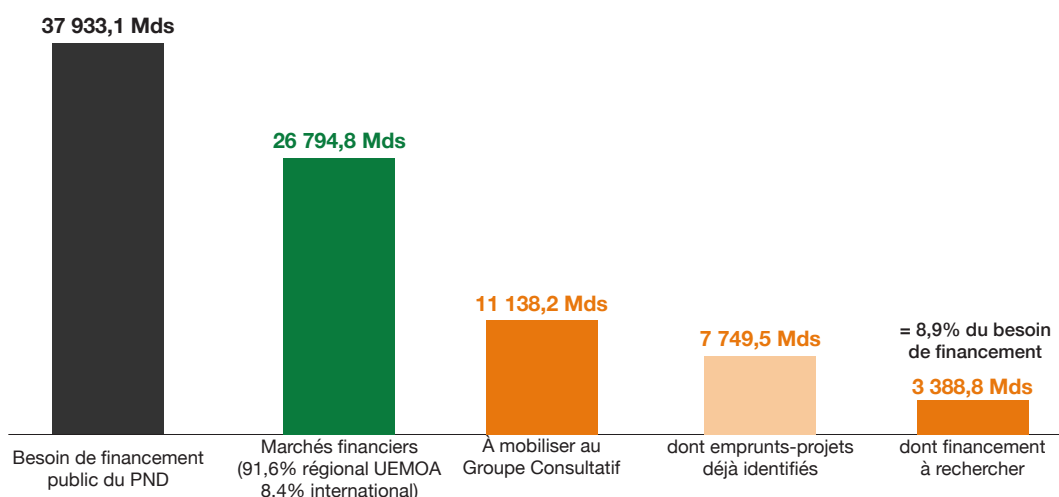
Le secteur privé apportera 80 614,7 milliards de FCFA par trois canaux : les investissements directs étrangers, l'investissement privé domestique et les partenariats public-privé (PPP). Le secteur public mobilisera 34 223,9 milliards, soit 29,8 % de l'enveloppe, à travers le budget de l'État, les emprunts publics et les dons. Cette répartition traduit l'inflexion stratégique du plan : l'État réforme et oriente, le privé investit.

## La mécanique du financement public

Selon la communication adoptée en Conseil des ministres le 6 mai 2026, le besoin de financement public du PND s'élève à 37 933,1 milliards de FCFA. Les marchés financiers en couvriront 26 794,8 milliards, conformément à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. Le marché régional de l'UEMOA en apportera 24 554 milliards (91,6 %) et le marché international 2 240,8 milliards (8,4 %).

Il reste ainsi 11 138,2 milliards à mobiliser auprès du Groupe consultatif. Sur ce montant, 7 749,5 milliards sont déjà identifiés sous forme d'emprunts-projets. Le financement à rechercher se limite donc à 3 388,8 milliards de FCFA, soit 8,9 % seulement du besoin de financement public du plan.

### Du besoin public au Groupe Consultatif : la cascade du financement (Mds FCFA)



Du besoin public au Groupe Consultatif : la cascade du financement

### Une dette sous contrôle

Le 24 juin 2026, le FMI et la Banque mondiale ont classé la Côte d'Ivoire parmi les pays à faible risque de surendettement — une première en Afrique subsaharienne dans le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu. La discipline budgétaire du cycle précédent — déficit ramené à 3% du PIB, ratio de dette à 57%, sous la norme communautaire de 70% — donne au pays les marges nécessaires. Le taux d'exécution de 94,01% du PND 2021-2025 a constitué, face aux investisseurs réunis à Abidjan, le premier argument de la partie ivoirienne (Lire le dossier consacré au Groupe consultatif pour le financement du PND 2026-2030, pages 36 à 40).



## LES CONCLUSIONS DU GROUPE CONSULTATIF POUR LE FINANCEMENT DU PND 2026-2030

**08-09**

juillet 2026 · Sofitel  
Abidjan Hôtel Ivoire

**11 138,2**

Mds FCFA à mobiliser  
(cible officielle)

**47 820**

Mds FCFA annoncés  
dès la première journée  
(≈ 80 Mds USD)

**800**

projets profilés présentés  
au secteur privé

**Organisé par le Gouvernement - Ministère du Plan et du Développement, en liaison avec le Ministère d'État, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget - avec l'appui du Groupe de la Banque mondiale, de l'Union européenne, de la Banque africaine de développement, du Système des Nations Unies et de la Banque islamique de développement, le GCPND a réuni partenaires techniques et financiers, investisseurs institutionnels et secteur privé autour de la stratégie de développement de la Côte d'Ivoire.**

### ➔ **Journée du 8 juillet — Bilatéraux et multilatéraux : le monde répond présent**

Dès les premières heures de ce mercredi 8 juillet 2026, les salons du Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan ont pris des allures de carrefour de la finance mondiale du développement. Institutions multilatérales, partenaires bilatéraux, banques et fonds : tous ont répondu à l'invitation de la Côte d'Ivoire, venue présenter l'ambition qui structure sa prochaine décennie. Ouverte par un hommage appuyé à la trajectoire économique du pays — une croissance moyenne de 6,5% et une inflation maîtrisée sur les cinq dernières années —, cette première journée a permis de partager la vision stratégique du Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara, les grandes orientations du PND 2026-2030 et ses priorités sectorielles, avant de céder la place à un dialogue direct, riche et constructif avec les partenaires au développement.

Au terme des travaux, le verdict a dépassé toutes les attentes : 80 milliards de dollars US d'engagements financiers, soit 47 820 milliards de FCFA — environ quatre fois le montant des financements recherchés. Parmi ces annonces, l'engagement de 17 milliards de dollars US (près de 10 162 Mds FCFA) de la Société financière internationale (SFI) donne

la mesure de la confiance des institutions du Groupe de la Banque mondiale dans l'économie ivoirienne.

« Je voudrais saluer, au nom du Président de la République, le niveau remarquable de ces engagements et me réjouir de cette forte marque d'adhésion aux priorités de développement de la Côte d'Ivoire », s'est félicité le Vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, qui a vu dans cette mobilisation « un témoignage éloquent de l'intérêt accordé à la trajectoire économique de notre pays, à la solidité de ses fondamentaux et à la crédibilité de ses perspectives de développement ». Mais l'heure n'est pas au triomphalisme : la responsabilité commune, a-t-il prévenu, sera désormais de traduire ces annonces en engagements effectifs et en projets concrètement mis en œuvre. Le gouvernement est d'ores et déjà instruit de créer les conditions de cette exécution — amélioration continue de l'environnement des affaires, qualité de préparation des projets, efficacité de leur mise en œuvre et consolidation du dispositif de suivi-évaluation -, dans un cadre de transparence, de responsabilité et de confiance mutuelle avec l'ensemble des partenaires.



## ➔ **Journée du 9 juillet — Secteur privé : Les investisseurs prennent date avec la Côte d'Ivoire 2030**

Le lendemain, changement de décor et de registre : place aux investisseurs. Présidée par le Premier Ministre Robert Beugré Mambé, représentant le Chef de l'État, la journée dédiée à l'investissement privé a enregistré une participation record — plus de 2 000 investisseurs venus de 49 pays d'Afrique, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Amérique, pour plus de 3 600 participants au total. L'enjeu était de taille : le secteur privé est appelé à contribuer à hauteur de 70,2% au financement du PND 2026-2030. En clair, faire de l'entreprise le principal moteur de la transformation économique et sociale du pays, « dans le cadre d'un partenariat solide, durable et mutuellement bénéfique », selon les mots du Premier Ministre à l'ouverture.

À la tribune, les figures du patronat africain et international se sont succédé : MM. Ahmed Cissé, président de la CGECI, Philippe Labonne, président d'Africa Global Logistics et du Comité Afrique du MEDEF International, Mehdi Tazi, de la Confédération générale des entreprises marocaines, et Mohamed Gouled, vice-président de la SFI (Groupe de la Banque mondiale). Tous ont salué l'ambition du pays - une croissance moyenne de 7,2% et une hausse de plus de 40% du PIB par habitant d'ici à 2030 - et une décennie de résultats macroéconomiques qui justifie, selon eux, la confiance des investisseurs. La SFI a joint le geste à la parole en s'engageant à accompagner les PME et les entreprises ivoiriennes les plus performantes par le conseil stratégique, le financement et le renforcement de capacités, en partenariat avec le patronat et le secteur bancaire.

Sous la présidence de M. Téné Birahima Ouattara, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, les travaux sont ensuite entrés dans le vif du sujet. Dr Souleymane Diarrassouba, ministre du Plan et du

Développement, a déroulé le portefeuille des 800 projets profilés, les principales opportunités d'investissement et les mécanismes de mise en œuvre du plan. Les interventions se sont poursuivies avec M. Ibrahim Kalil Konaté, ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, ainsi qu'avec la directrice de la division Afrique de l'Ouest de la Société financière internationale (SFI), dont l'intervention a porté sur la mobilisation des capitaux privés et les financements innovants. Les témoignages des champions ivoiriens et africains - dont MM. Jean Kacou Diagou (Groupe NSIA) et Koné Dossongui (PDG d'AFG) - ont donné chair aux opportunités qu'offre l'économie ivoirienne, avant quatre panels sectoriels consacrés aux infrastructures, à la digitalisation des services publics, à la gouvernance économique et au renforcement du cadre juridique des investissements.

Mais c'est en marge des plénières que la journée a livré ses résultats les plus tangibles : les rencontres Business-to-Government (B2G) et Business-to-Business (B2B) ont permis de recueillir plusieurs manifestations d'intérêt fermes et la signature de MOU dans les secteurs prioritaires — infrastructures routières, mines et énergie, agriculture, capital humain et numérique. Pour que ces promesses ne restent pas lettre morte, les parties prenantes ont acté la mise en place d'un mécanisme de suivi des contacts, des manifestations d'intérêt et des engagements pris, chargé d'assurer leur transformation en investissements effectifs. « Ce groupe consultatif restera un moment de référence dans la marche de la Côte d'Ivoire vers son développement », a conclu le Premier Ministre en déclarant clos les travaux, au nom du Président de la République.





## ➔ UNE MOBILISATION FORTE AUTOUR DU PND 2026-2030

La première journée du Groupe consultatif a enregistré 80 milliards USD, soit environ 47 820 milliards FCFA, d'engagements annoncés par les partenaires au développement.

Cette mobilisation associe notamment le Groupe de la Banque mondiale, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID), l'Union européenne et le Système des Nations Unies, aux côtés des partenaires bilatéraux.

La deuxième journée a permis de poursuivre la mobilisation du secteur privé et des investisseurs internationaux autour des projets structurants et des opportunités de partenariat public-privé du PND.

Le principal enjeu est désormais la concrétisation de ces engagements et manifestations d'intérêt en financements, investissements et projets effectivement réalisés sur la période 2026-2030.

- ➔ **Une cible pulvérisée dès le premier jour.** La question n'est plus de savoir si la cible de 11 138,2 milliards de FCFA a été atteinte, mais dans quelles proportions elle a été dépassée : avec 47 820 milliards de FCFA (80 milliards de dollars US) annoncés dès la journée des partenaires au développement — environ 4 fois le montant des financements recherchés, selon le Vice-Président de la République —, le taux de couverture atteint près de 429% avant même la comptabilisation des engagements privés. Première ventilation connue : les 17 milliards de dollars US ( $\approx$  10 162 Mds FCFA) de la SFI, soit à elle seule près de 91% de la cible initiale. Le guichet privé, appelé à financer 70,2% du plan, s'est exprimé au travers de MOU et de manifestations d'intérêt fermes dont la valorisation reste à consolider.
- ➔ **Des intentions concentrées sur les piliers productifs.** Les manifestations d'intérêt et protocoles signés se concentrent sur les secteurs prioritaires expressément cités par le Premier Ministre à la clôture : infrastructures routières, mines et énergie, agriculture, capital humain et numérique — un alignement fidèle aux priorités sectorielles présentées via les 800 projets profilés. Aucune surprise sectorielle majeure, mais une confirmation : le binôme infrastructures-énergie demeure la porte d'entrée privilégiée des capitaux étrangers, tandis que le numérique s'installe durablement parmi les secteurs attractifs.
- ➔ **Des signaux qualitatifs à suivre.** Trois marqueurs retiennent l'attention : la présence record de plus de 2 000 investisseurs de 49 pays, gage d'une diversification des origines de capitaux ; l'engagement de la SFI en faveur des PME ivoiriennes (conseil, financement, capacités), qui ancre la stratégie dans le tissu productif local ; et surtout la mise en place d'un mécanisme institutionnel de suivi des engagements, garanties et manifestations d'intérêt — le véritable juge de paix du calendrier de concrétisation. La gamme des instruments (garanties, financements mixtes, finance islamique) et le détail des guichets seront à documenter dans le rapport de suivi du dispositif institutionnel du PND 2026-2030.

**GCPND 2026-2030**  
**LES 8 ET 9 JUILLET 2026 AU SOFITEL ABIDJAN HÔTEL IVOIRE**



1- Photo de famille du Groupe consultatif pour le financement du PND 2026-2030, le 8 juillet 2026, en présence de S.E.M. Tiémoko Meyliet Koné, Vice-Président de la République, et de M. Robert Beugré Mambé, Premier ministre, chef du Gouvernement.

2- Panel des Ministres

3- Intervention de Monsieur Téné Birahima Ouattara, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense

4- Participants au Groupe Consultatif pour le PND 2026-2030

5- Visite des stands

## RÉFORMES

# Les réformes qui rendent le plan possible

Le PND 2026-2030 s'appuie sur un agenda de réformes structuré autour de six domaines prioritaires. Au-delà des orientations stratégiques, sa mise en œuvre repose sur un dispositif institutionnel de pilotage, de suivi et d'évaluation progressivement opérationnalisé.

### → SOUVERAINETÉ & SÉCURITÉ

Développement d'une industrie nationale de défense ; encadrement de la fonction publique territoriale et de la police municipale ; approfondissement de la décentralisation à travers le transfert effectif de compétences aux collectivités territoriales.

### → AGRICULTURE & INDUSTRIE

Opérationnalisation de la Loi d'orientation agricole (LOACI), intégrant l'économie circulaire ; mise en place d'un dispositif de veille et de coordination des agropôles ; création d'un Fonds souverain de développement pour soutenir l'émergence de champions nationaux ; alignement de la politique commerciale sur les ambitions industrielles.

### → INVESTISSEMENT & SECTEUR PRIVÉ

Approfondissement du système financier ; renforcement du cadre réglementaire du contenu local, notamment dans l'emploi et les marchés publics ; réduction progressive de l'informalité par des mesures adaptées ; accélération de la mobilisation des ressources intérieures.

### → CAPITAL HUMAIN & SOCIAL

Renforcement de la formation des enseignants en sciences fondamentales et appliquées ; adaptation des cursus de l'enseignement technique et de la formation professionnelle aux besoins de l'économie, à l'entrepreneuriat et aux nouvelles technologies ; poursuite de la réforme hospitalière et déploiement des Pôles régionaux d'excellence sanitaire (PRES) ; promotion de la cohésion et de l'identité nationales.

### → NUMÉRIQUE & ENVIRONNEMENT

Renforcement du cadre juridique de l'économie numérique, notamment en matière de cybersécurité, de fintech, de commerce électronique et d'intelligence artificielle ; mise en œuvre du Schéma national d'aménagement

du territoire (SNAT) ; promotion de l'économie circulaire et renforcement de la législation environnementale ; déploiement de deux satellites LEO et densification du backbone national de fibre optique, fort de 5 207 km déjà installés, en vue d'une couverture 4G intégrale.

### → GOUVERNANCE & PILOTAGE

Renforcement de l'évaluation des administrations publiques ; modernisation du système statistique national ; déploiement d'un dispositif intégré et digitalisé de suivi des réalisations du PND ; amélioration de la coordination institutionnelle et du pilotage axé sur les résultats.

### FOCUS : LE SUIVI DU PND ENTRE DANS SA PHASE OPÉRATIONNELLE

La première réunion du Secrétariat technique de suivi du PND 2026-2030 s'est tenue le 6 octobre 2026 à Abidjan, sous la présidence du directeur général du Plan, Marcelin Cissé.

Instance opérationnelle d'aide à la décision, ce secrétariat prépare les travaux du Comité technique, accompagne le suivi des engagements du Groupe consultatif et contribue à l'évaluation régulière des résultats du Plan.

Son installation s'inscrit dans le déploiement progressif du dispositif institutionnel de suivi, prévu jusqu'au début du mois de décembre 2026. L'ambition est d'assurer un pilotage rigoureux des investissements et de mesurer leurs effets concrets sur les conditions de vie des populations.

Note de validation éditoriale : confirmer la définition statistique des emplois formels cumulés et la date de réunion, une divergence septembre/octobre apparaissant dans la communication transmise.

INVESTISSEMENTS · TRANSPORTS

## Relier le pays : le chantier du siècle

Du TGV Abidjan-Ferkessédougou aux gares lagunaires, le PND 2026-2030 dessine un réseau de transport à la mesure de l'ambition industrielle.



### Le rail change d'ère

Projet emblématique du cycle : le TGV Abidjan-Yamoussoukro-Bouaké-Korhogo-Ferkessédougou, soit 640 kilomètres reliant le littoral au nord du pays. Il sera complété par la ligne ferroviaire San Pedro-Man-Odienné-frontière du Mali, qui ouvrira le port de San Pedro à l'hinterland minier et agricole de l'Ouest et du Nord-Ouest.

### Abidjan, mobilité métropolitaine

Le métro d'Abidjan (ligne 1, 37 km) est en cours de réalisation ; il sera épaulé par le BRT Yopougon-Bingerville et par 8 gares

lagunaires qui feront de la lagune Ebrié un axe de transport de masse à part entière.

### Routes et aéroports

Le programme routier prévoit 1 014 km d'autoroutes (aménagement et bitumage), 6 774 km de routes interurbaines bitumées, 3 698 km de routes renforcées et 141 ouvrages d'art - 35 à Abidjan, 106 à l'intérieur du pays. Au niveau aérien : construction des aéroports internationaux de San Pedro et de Bondoukou, et extension de l'aéroport international d'Abidjan.

**640 KM**  
DE TGV ABIDJAN-  
FERKESSÉDOUGOU

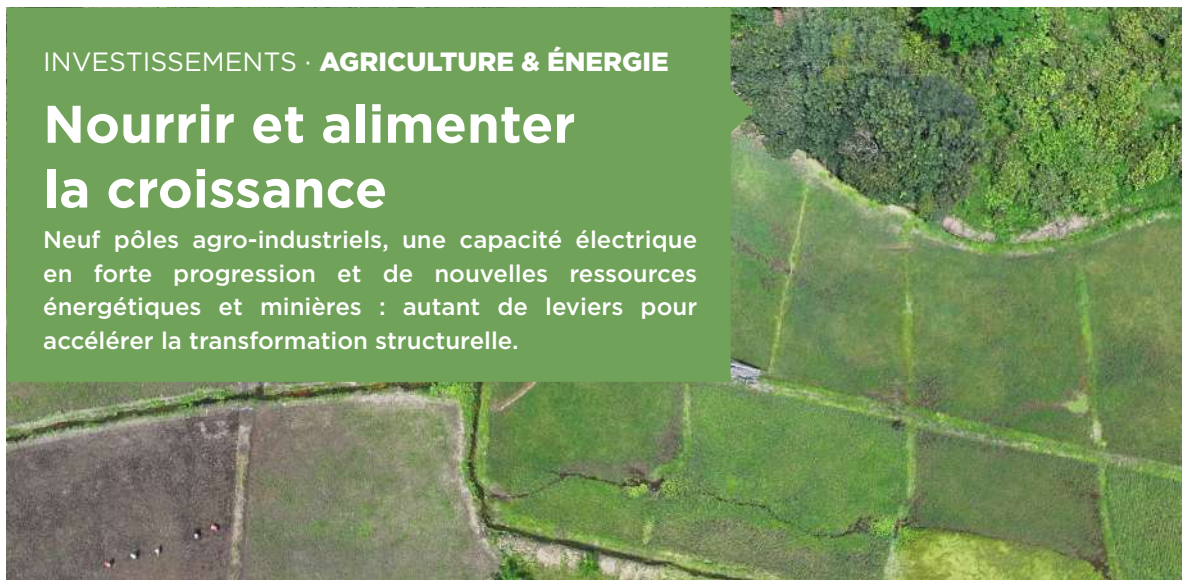
**37 KM**  
DE MÉTRO À ABIDJAN  
(LIGNE 1)

**1 014 KM**  
D'AUTOROUTES

**141**  
OUVRAGES D'ART

## Nourrir et alimenter la croissance

Neuf pôles agro-industriels, une capacité électrique en forte progression et de nouvelles ressources énergétiques et minières : autant de leviers pour accélérer la transformation structurelle.



### L'agriculture entre dans l'ère des pôles

Neuf pôles agro-industriels régionaux structureront progressivement le territoire : Bélier, Nord, Nord-Est, Centre-Ouest, Nord-Ouest, Centre, Sud, Ouest et Sud-Est. Leur déploiement s'appuiera sur 16 filières prioritaires, un dispositif de coordination des Agropôles et un fonds de financement des chaînes de valeur agricoles (AgriTech).

L'ambition : accroître la production et la transformation locale, renforcer la compétitivité des filières et progresser vers une plus grande souveraineté alimentaire, notamment pour les produits animaux et halieutiques.

### 5 751 MW : l'électricité au service de l'industrialisation

La capacité électrique installée devrait passer de 3 224 MW en 2025 à 5 751 MW en 2030. Cette progression reposera notamment sur les centrales thermiques de Taboth (774 MW), Songon (372 MW) et Atinkou (390 MW), ainsi que sur l'aménagement hydroélectrique de Boutoubéré (140 MW).

La diversification du mix énergétique se poursuivra avec les énergies renouvelables, dont la centrale biomasse de Divo (76 MW).

Dans les hydrocarbures, la montée en puissance des champs Baleine et Calao devrait contribuer à porter la production nationale à 200 000 barils par jour à l'horizon 2030.

Le secteur minier poursuivra également sa dynamique. La production d'or, qui a atteint 59,1 tonnes en 2024, devrait bénéficier de nouveaux gisements et du renforcement des capacités de production.

### Le fil vert

Transition écologique, résilience climatique et économie circulaire accompagnent cette transformation économique. Biomasse, hydroélectricité, économie circulaire et renforcement du cadre environnemental répondent à une même ambition : concilier croissance, industrialisation et préservation des ressources naturelles.

## Former, soigner, loger, connecter

De la salle de classe au data center : l'investissement dans l'humain, chiffré poste par poste.



### Éducation-Formation

- **9 485 salles de classe** (préscolaire et primaire) et 294 lycées et collèges, dont 58 collèges de proximité.
- **14 lycées d'excellence pour jeunes filles** avec internat, et 131 infrastructures ETFP construites et équipées.
- **5 nouvelles universités** en régions : Odienné, Dabou, Daoukro, Abengourou, Adiaké.
- **50 000 ingénieurs, techniciens et chercheurs** formés d'ici 2030.

### Santé

- **5 CHU** à Bouaké, Korhogo, Bondoukou, Yopougon et Abobo ; 21 hôpitaux généraux (11 en cours + 10 nouveaux).
- **1200 ESPC** construits + 1000 réhabilités, et déploiement des Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaire (PRES).

- Les acquis de la Couverture Maladie Universelle — **plus de 25 millions d'enrôlés à fin juin 2026** — consolidés et étendus.

### Numérique, habitat et social

- **Densification du backbone national de fibre optique**, fort de 5 207 km déjà déployés, en vue d'une couverture 4G intégrale ; 3 data centers nationaux, 2 satellites LEO et 509 centres numériques communautaires.
- **150 000 logements sociaux** (programme présidentiel) et 1 500 logements dans les capitales régionales universitaires.
- **14 126 pompes à motricité humaine (PMH) et solaire (PMS)** pour les localités et campements isolés de moins de 1 000 habitants.

# Ce qui changera concrètement pour vous

La Côte d'Ivoire de 2030, vue de votre quartier : six domaines du quotidien, six engagements chiffrés.



## SE SOIGNER

Un CHU dans trois grandes villes (Bouaké, Korhogo et Bondoukou) et deux communes (Yopougon et Abobo), 1 200 nouveaux centres de santé de proximité, la CMU consolidée : se soigner près de chez soi, sans renoncer.



## SE FORMER

9 485 salles de classe, 5 universités en régions, 50 000 ingénieurs et techniciens : étudier sans quitter sa région, se former à un métier qui recrute.



## SE DÉPLACER

Méto, BRT et gares lagunaires à Abidjan ; TGV et trains vers le Nord et l'Ouest ; 6 774 km de routes bitumées : des trajets plus courts, plus sûrs, moins chers.



## SE LOGER

150 000 logements sociaux et 1 500 logements étudiants : un logement décent adapté aux revenus des ménages.



## ENTREPRENDRE

Un système financier approfondi, un cadre du contenu local, un programme de sortie de l'informalité : contribuer à l'objectif de plus de 3 millions d'emplois formels cumulés à l'horizon 2030.



## SE CONNECTER

100% du territoire en 4G, 509 centres numériques communautaires, deux satellites : le numérique partout, pour tous.

Une transformation mesurable, des objectifs chiffrés  
et une trajectoire assumée.

## EXECUTIVE SUMMARY

# Côte d'Ivoire 2026-2030 at a glance

**A solid foundation.** Côte d'Ivoire completed its 2021-2025 National Development Plan (NDP) with a 94.01% execution rate: CFAF 55,466 billion was invested out of CFAF 59,000 billion programmed. Growth averaged 6.5% over 2021-2025, after 8.1% over 2012-2019, among the highest rates in Sub-Saharan Africa. GDP per capita more than doubled, from USD 1,546.9 in 2012 to USD 3,148.2 in 2025. Inflation fell to 1%, the fiscal deficit to 3% of GDP and public debt to 57% of GDP, well below the WAEMU ceiling of 70%. Foreign direct investment rose from 1.5% to 3.9% of GDP. On 24 June 2026, the IMF and the World Bank classified the country at low risk of debt distress, a first in Sub-Saharan Africa under the Debt Sustainability Framework for low-income countries.

**A clear ambition.** Adopted on 4 February 2026 and enacted by Law No. 2026-280 of 7 May 2026, the 2026-2030 NDP aims to make Côte d'Ivoire an upper-middle-income country by 2030. Its targets are:

- GDP per capita of USD 4,500;
- average growth of 7.2%;
- a poverty rate below 20%;
- more than 3 million formal jobs;
- a Human Capital Index of 0.70;
- life expectancy of 65 years.

The plan rests on six strategic pillars: peace and security; agriculture and agro-industry; private sector and industrialisation; human capital; infrastructure; and governance.

**An unprecedented investment effort.** The plan totals CFAF 114,838.5 billion (about USD 192 billion), nearly twice the previous cycle. The private sector will provide 70.2% of it. At the Consultative Group held in Abidjan on 8-9 July 2026, development partners pledged USD 80 billion (CFAF 47,820 billion), about four times the amount sought. More than 2,000 investors from 49 countries attended.

### Flagship projects:

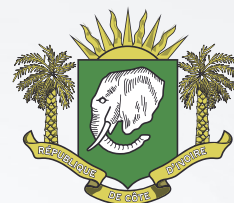
- a 640 km high-speed rail line from Abidjan to Ferkessédougou;
- Abidjan Metro Line 1;
- 1,014 km of motorways;
- installed power capacity rising from 3,224 MW to 5,751 MW;
- 5 university hospitals;
- 5 new regional universities;
- 150,000 social housing units.

Implementation will be tracked through 35 strategic indicators and quarterly public reports.



# L'ACTUALITÉ DU GOUVERNEMENT, DIRECTEMENT DANS VOTRE BOÎTE MAIL

Restez connecté à l'essentiel de l'**action publique** en Côte d'Ivoire.



Scannez-moi



Avec la newsletter officielle,  
recevez :

- ✓ Les annonces importantes du gouvernement
- ✓ Les grands projets et chantiers en cours
- ✓ Les décisions qui impactent votre quotidien
- ✓ Les initiatives pour le développement du pays

**Simple. Rapide. Gratuit.**



<https://www.gouv.ci/inscription-newsletter>



